



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service du commissariat des armées
Groupement de soutien commissariat de Toulon
Division conduite du soutien / Département R2HL**

CONCESSION DE SERVICE

Cahier des Charges Particulières (CCP)

Organisation et enseignement de cours individuels et collectifs de wingfoil au profit des adhérents de la section voile du CSAM sur le site du Centre Militaire de Voile à Hyères.

CPV : 92000000-1

Dossier N° 2025 049 CS/CBdDT 2025

Entre

Le directeur du Cercle de la base de défense de Toulon,
Dénommé ci-après « le concédant ».

D'une part,

Et

La personne habilitée à engager sa signature,
Dénommée ci-après « le concessionnaire ».

D'autre part,

Table des matières

Article liminaire.....	4
Article 1 : Objet de la concession.....	4
Article 2 : Documents contractuels	4
Article 3 : Estimation du contrat.....	4
Article 4 : Obligation de résultat	4
Article 5 : Dispositions générales	5
5.1 Mode de passation.....	5
5.2 Durée de la concession.....	5
5.3 Lieu d'exécution	5
5.4 Modalités d'exécution des enseignements	5
5.6 Obligation du concédant	6
5.7 Obligation du concessionnaire.....	6
5.8 Cession du contrat et subdélégation.....	6
5.9 Contrôle du concédant	6
Article 6 : Dispositions liées à l'activité.....	7
6.1 Continuité de l'activité	7
6.2 Gestion du personnel	7
6.3 Assurance	7
6.4 Obligation de confidentialité	7
6.5 Protection des données	8
Article 7 : Dispositions financières	8
7.1 Rémunération du concessionnaire.....	8
7.2 Forme des prix.....	8
7.3 Rétrocession	8
Article 8 : Pénalité / résiliation.....	9
8.1 Pénalité.....	9
8.2 Résiliation.....	9
8.3 Résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général	9
8.4 Interruption d'activité	10
8.5 Fin d'activité	10
8.6 Redressement ou liquidation judiciaire.....	10

Représentation des parties

Autorité concédante : le Cercle de la base de défense de Toulon (Etablissement Public et Administratif) – Unité de Gestion Interarmées

Adresse postale :

Cercle de la Base de Défense de Toulon
1 avenue Amiral Aube
83 000 Toulon

Représentant légal :

Le représentant légal de la personne publique concernée, représentant l'autorité concédante, est le CRP Nicolas ROUAULT, directeur du cercle de la base de défense de Toulon.

Représentant administratif :

Le représentant administratif de la présente concession est le bureau des achats publics au sein du bureau achats/marchés du cercle de la base de défense de Toulon.

Tél : 04 22 43 89 24

Courriels : florian3.roux@intradef.gouv.fr / arnaud.delumeau@intradef.gouv.fr / aurelie.lugan@intradef.gouv.fr

Représentant local :

Le directeur délégué du CSAM est le PM Emmanuel ARNAUD.

Tel : 04 83 16 15 55

emmanuel.arnaud@intradef.gouv.fr

Responsable de la section voile :

Le PM Nicolas BAUDRY

Tel : 04 22 44 41 07

nicolas1.baudry@intradef.gouv.fr

Le concessionnaire :

Le représentant légal du concessionnaire, habilité à représenter le concessionnaire pour les besoins de l'exécution du marché : coordonnées à transmettre au représentant administratif dès notification.

Contexte actuel :

Le directeur du Cercle de la base défense de Toulon (CBdDT) autorise la section voile à développer ses activités en offrant la possibilité à ses adhérents de participer à des cours individuels et collectifs de wingfoil et de foil tracté. Le moniteur sera choisi conformément au principe de mise en concurrence.

Article liminaire

Les litiges et différends nés de l'exécution de ce marché seront soumis au juge administratif français.

Le tribunal administratif de Toulon est seul compétent.

Les correspondances et documents relatifs à cette consultation sont rédigés en français.

L'unité monétaire est l'Euro (€).

Article 1 : Objet de la concession

Le présent cahier des clauses particulières (CCP) a pour objet de définir les modalités d'exercice de la concession de service relative à l'organisation et à l'enseignement de cours individuels et collectifs de wingfoil au profit des adhérents de la section voile du CSAM sur le site du Centre Militaire de Voile à Hyères.

L'exploitation se fera aux frais et risques exclusifs du prestataire retenu.

Les prestations du titulaire doivent être conformes aux clauses de l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, normes et tous les textes européens, nationaux ou locaux applicables aux prestations du présent marché. Le fait de ne pas énumérer ces normes et règlements ne peut être pris pour argument d'ignorance par le titulaire, celui-ci étant réputé les connaître, du seul fait de soumissionner.

Article 2 : Documents contractuels

Les pièces constitutives du marché comprennent, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement renseigné, paraphé, daté et signé par le titulaire ;
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP) n°2025 049 CS/CBdDT 2025 dont l'exemplaire original détenu par l'administration fait seul foi ;
- Le bordereau de prix unitaire (BPU) en Annexe A, signé par le titulaire *ou la personne ayant le pouvoir d'engager sa signature* et accepté par l'administration ;
- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) du 30 mars 2021 disponible à l'adresse www.legifrance.gouv.fr et qui est réputé être connu par le titulaire ;
- L'offre et son dossier technique qui devra préciser, entre autre, les capacités du prestataire à gérer et organiser une structure sportive.

Le titulaire est réputé avoir pris connaissance des documents susmentionnés.

Article 3 : Estimation du contrat

Conformément à l'article R3121-1 du Code de la Commande Publique, la valeur estimée du chiffre d'affaires susceptible d'être réalisé, charges et redevance incluses, est déterminée en fonction du nombre de personnes susceptibles d'utiliser les services de ce site.

La section voile est composée de 142 adhérents susceptibles d'être intéressés par la pratique du wingfoil et du foil tracté. Toutefois, ces pratiques étant totalement inédites, il n'est pas possible en l'espèce de donner une estimation chiffrée.

Le concessionnaire ne pourra en aucun cas se retourner contre le concédant si son chiffre d'affaires est insuffisant.

Article 4 : Obligation de résultat

Le concessionnaire est soumis à une obligation de résultat. A ce titre, il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et exigés par la profession pour l'obtention de résultat.

Article 5 : Dispositions générales

5.1 Mode de passation

La consultation est passée sous la forme d'une procédure avec publicité et mise en concurrence selon les dispositions du Code de la Commande Publique.

Conformément à l'article L1121-1 du Code de la Commande Publique, le contrat de concession implique une réelle exposition aux aléas du marché de sorte que le concessionnaire assume en totalité le risque d'exploitation du service.

5.2 Durée de la concession

La concession est souscrite pour une période d'un (1) an, à compter de la date notification. Celle-ci est susceptible d'être renouvelée trois (3) fois par tacite reconduction, chaque année à la date anniversaire de notification.

En cas de décision de non reconduction, le concessionnaire en sera informé par courrier recommandé avec accusé de réception sous un préavis de deux (2) mois.

Le titulaire ne peut refuser les reconductions.

5.3 Lieu d'exécution

Les prestations auront lieu sur le site du Centre Militaire de Voile à Hyères.

5.4 Modalités d'exécution des enseignements

Le prestataire organise librement et en exclusivité l'enseignement du wingfoil et du foil tracté au sein de la section voile du CSAM. Les cours se dérouleront notamment en fonction des demandes des adhérents de la section voile qui avertiront le prestataire dans un délai raisonnable. Les cours de wingfoil (individuels et collectifs) sont fixés à deux heures par séance tandis que chaque cours de foil tracté (individuel et collectif) sera d'une heure. Les horaires seront ceux de la section voile.

Le prestataire enseignera selon la méthode pédagogique de son choix sans que le CSAM ne puisse s'immiscer ou imposer de directives sur ce point. Il a tout loisir pour utiliser des moyens personnels en faisant notamment appel aux techniques informatiques et multimédia (ex : site internet personnel ou ordinateur portable). Il devra cependant se conformer aux règles de sécurité imposées dans le présent CCP.

Le prestataire déclare faire son affaire personnelle des modalités d'embauche éventuelle de son équipe pédagogique dans le respect de la réglementation en vigueur.

La pratique du wingfoil et du foil tracté avant le lever et après le coucher du soleil est strictement interdite pour des raisons de sécurité. Cette interdiction s'applique également en cas de d'alerte météorologique majeure (tempêtes, orages ...). Le présent marché interdit l'enseignement de wingfoil et de foil tracté aux mineurs de moins de dix-huit (18) ans. Dans le cadre de ladite concession, cette interdiction s'applique aux familles des adhérents et à toute autre personne non adhérente de la section voile.

Tout cours commencé et interrompu pour cause d'intempéries sera considéré comme un cours effectué dans sa totalité. Les séances annulées pour cause de force majeure empêchant techniquement le prestataire de dispenser son enseignement seront rattrapables à l'initiative du concessionnaire.

Le concessionnaire s'engage à mettre en place un système de pointage nominatif par créneau horaire et par éducateur éventuel au début de chaque séance. Il fournira ces éléments de pointage au responsable de la section voile et au directeur délégué du CSAM pour justifier, entre autres, de la facturation des prestations réalisées.

Le concessionnaire sera en lien permanent avec le bureau sport de la BAN de Hyères et devra se signaler à chaque début et à chaque fin de cours. En cas d'incident lors d'un cours, il devra également en informer le bureau sports de la BAN de Hyères.

5.5 Obligations administratives

Le concessionnaire devra disposer d'un statut d'autoentrepreneur ou équivalent dont l'activité principale est « l'enseignement de disciplines sportives et de loisirs » et devra donc pouvoir encadrer des séances de voile légère.

Le prestataire devra être titulaire du Diplôme d'Etat de la Jeunesse, de l'Education Populaire et du Sport (ou DEJEPS) option voile légère ou être en mesure de justifier de toute autre qualification équivalente. Tout diplôme ou qualification devra être annexé au présent marché. Conformément aux dispositions de la loi n°03-708 du 1^{er} août 2003 modifiée par l'ordonnance n°2006-596 du 23 mai 2006, ces qualifications doivent permettre au titulaire d'enseigner la pratique du wingfoil et de foil tracté.

Il s'engage à présenter au directeur délégué du CSAM un certificat médical d'aptitude à la pratique et à l'enseignement de la voile en cours de validité.

5.6 Obligation du concédant

Le concédant s'engage à :

- Mettre à disposition pour les séances l'ensemble du matériel de la section voile (Annexe B), un bateau de sécurité ainsi que la clé du local donnant accès au matériel ;
- Garantir au concessionnaire l'accès au Centre Militaire de Voile à tout moment.

5.7 Obligation du concessionnaire

Le concessionnaire s'engage à :

- souscrire une assurance responsabilité civile et professionnelle contre tous les risques liés à l'exercice des prestations objet du présent CCP ;
- assurer le rangement des matériels et le bon entretien du local ;
- effectuer un inventaire contradictoire en début et en fin de saisons estivale et hivernale ;
- faire son affaire personnelle de tout risque et litige, de quelque nature qu'ils soient. Il demeure seul responsable vis-à-vis de l'Etat, des tiers et des usagers de tout accident, dégât ou dommage ;
- respecter et faire respecter toutes les contraintes de sécurité liées à son activité ;
- informer le concédant des périodes durant lesquelles les enseignements ne seront pas assurés (pour cause de congés ou de toute autre absence) ;
- prendre connaissance et appliquer les dispositions prises dans le domaine de la protection, dont :
 - 1/l'arrêté du 9 août 2021 portant approbation de l'instruction générale interministérielle n°1300 sur la protection du secret de la défense nationale ;
 - 2/l'instruction générale n°1300/SGDSN/PSE/SSD du 9 août 2021.

5.8 Cession du contrat et subdélégation

Aucune cession de délégation partielle ou totale, aucun changement de concessionnaire ne peut avoir lieu, sous peine de nullité et résiliation de la concession aux torts du titulaire, sans l'autorisation préalable du concédant.

5.9 Contrôle du concédant

Le concédant contrôle le service du concessionnaire.

A cet effet, le concessionnaire fourni sur demande du concédant, ou de son représentant, tous les renseignements et documents nécessaire à l'exercice de sa fonction.

Le concessionnaire devra fournir chaque mois, un état chiffré sur les prestations réalisées, avec les justificatifs adaptés.

Article 6 : Dispositions liées à l'activité

6.1 Continuité de l'activité

Le concessionnaire devra assurer la continuité de service et s'engager à mettre tout en œuvre afin de palier à l'interruption de l'activité. Le concessionnaire assurera, si besoin, l'embauche du personnel nécessaire pour l'exécution des prestations demandées.

6.2 Gestion du personnel

En cas de résiliation ou de non reconduction de la concession, l'administration n'aura aucune obligation de voir transférer à sa charge le personnel du titulaire. L'administration est déchargée de toutes responsabilités pécuniaires ou autres pouvant avoir un rapport direct ou indirect avec la gestion du personnel employé par le concessionnaire.

6.3 Assurance

Le concessionnaire est responsable des dommages que son activité pourrait causer directement ou indirectement à l'égard des biens appartenant à l'Etat.

Il est seul responsable, vis-à-vis des tiers, de tout accident, dégât et dommage, de quelque nature qu'ils soient, résultant de son exploitation.

A ce titre, le concessionnaire doit être couvert par un contrat d'assurance de responsabilité civile et professionnelle en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objets du présent contrat.

Il souscrira également les polices d'assurance nécessaires contre tout dommage causé à l'Etat et aux biens confiés, couvrant notamment les sinistres tels que : incendie, explosion, inondation, foudre, intempéries, ainsi que les dommages pouvant survenir au domaine mis à disposition.

Il s'engage à remettre, à l'autorité concédante, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le concessionnaire s'engage à informer expressément l'autorité concédante de toute modification de son contrat d'assurance.

Il fera parvenir au concédant une attestation d'assurance à chaque renouvellement de celle-ci.

6.4 Obligation de confidentialité

Le concessionnaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent contrat, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent pas être, sans autorisation expresse de l'autorité concédante, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le concessionnaire, hors du présent contrat ou à l'issue de son exécution.

Le concessionnaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'autorité concédante pourra demander, à tout moment, au concessionnaire, de lui retourner ou de détruire les éléments ou support d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation grave des obligations de confidentialité par le concessionnaire pourra entraîner la résiliation du contrat aux torts du concessionnaire, des pénalités et amendes.

6.5 Protection des données

Conformément à l'article 5.2 du CCAG-FCS, dès lors que la prestation permet le traitement de données personnelles, le concessionnaire déclare parfaitement connaître et appliquer les obligations fixées par les lois et règlements applicables en matière de protection des données personnelles, notamment le règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (RGPD).

Article 7 : Dispositions financières

7.1 Rémunération du concessionnaire

Le concessionnaire est rémunéré directement par les adhérents selon les prix mentionnés dans le bordereau de prix unitaires (Annexe A) validé par le concédant.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales, éco participatives ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au personnel éventuel, à l'assurance, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution de la présente concession, les marges bénéficiaires et tout autre frais éventuel.

L'encaissement des fonds (recettes), leur conservation et leur transport se font sous l'unique responsabilité du concessionnaire.

7.2 Forme des prix

Les prix sont fermes pour les deux (2) premières années de la concession.

Les prix pourront être révisés par négociation entre le concessionnaire et le concédant trois (3) mois avant la date anniversaire de la troisième (3^{ème}) année. Le concessionnaire transmettra trois (3) mois avant la date d'anniversaire son projet de grille tarifaire. Celle-ci devra être justifiée par le concessionnaire. Le concédant peut refuser cette révision et résilier la concession de plein droit.

7.3 Rétrocession

Le prestataire reversera mensuellement une somme égale 5% du chiffre d'affaire réalisé sur ses cours.

Afin de permettre un calcul sincère de cette rétrocession, le pointage des adhérents devra impérativement être transmis au responsable de la section voile et au directeur délégué du CSAM. Le concessionnaire devra également faire apparaître le détail du nombre de cours enseignés, le type de prestations fournies chaque mois ainsi que tout autre élément jugé utile.

Article 8 : Pénalité / résiliation

8.1 Pénalité

En cas de non-respect des dispositions de la présente concession, les sanctions pécuniaires suivantes pourront être appliquées par décision du directeur du CBdDT :

- Interruption d'activité = 50,00 € par jour non justifié ;
- Non-respect des montants indiqués dans l'annexe financière = 50,00 € par cours surfacturé ;
- Enseignement lors de périodes interdites (alerte météorologiques orange orage ou vent violent) = 1 500,00 € ;
- Enseignement à des mineurs = 800,00 € ;
- Enseignement aux personnes non adhérentes de la section voile et aux familles des adhérents = 100,00 € par personne non adhérente ;
- Retards répétés du titulaire au début de chaque séance = 50,00 €
- Dégradation ou destruction d'articles = 100,00 € par article.

8.2 Résiliation

Seul le concédant peut, de plein droit, mettre fin à la présente concession en cas de manquement avéré du concessionnaire à ses obligations et dispositions prévues dans le présent document.

Cette disposition sera précédée d'une mise en demeure préalable restée infructueuse dans un délai de quinze (15) jours calendaires.

Elle sera notifiée par courrier recommandé avec avis de réception.

La présente concession sera automatiquement résiliée, de plein droit, sans aucun préavis, ni formalité et sans aucune indemnité dans les éventuels cas suivants :

- Cessation de paiement ;
- Liquidation judiciaire ;
- Infraction à la législation, fiscale et au code de travail ;
- Perte de l'habilitation quant à l'accès au site (article 5.5 du présent CCP).

A cet effet, le concessionnaire fournira semestriellement les attestations fiscales, à jour, ainsi que tous les documents relatifs à ses obligations découlant du Code de travail, notamment les attestations d'URSSAF précisant qu'il est à jour de ses obligations patronales.

Il affirme qu'il ne tombe pas sous le coup de l'interdiction découlant des articles L3123-1 à L3123-11 du Code de la Commande Publique.

En cas d'infraction à la législation fiscale, le directeur du CBdDT peut prononcer la déchéance du concessionnaire et organiser la mise en régie à ses frais et risques exclusifs.

L'acheteur peut prendre d'urgence, en cas de carence grave du titulaire, notamment en matière d'hygiène et de sécurité, toute mesure qui s'impose. Sauf en cas de force majeure, les conséquences financières de ces mesures seront exclusives au concessionnaire, qui ne pourra revendiquer aucun préjudice du fait de la mesure d'urgence prise par l'acheteur.

8.3 Résiliation unilatérale pour motif d'intérêt général

Le directeur du CBdDT peut, à tout moment, résilier la présente concession suite à une décision de la tutelle du concédant remettant en cause l'avenir (fusion, dissolution, cessation d'activité, changement de statut, travaux etc.) de l'établissement public administratif (EPA CBdDT) ou pour un motif d'intérêt général.

La résiliation de la concession ne donnera lieu à aucune indemnisation.

8.4 Interruption d'activité

Conformément à l'article L1121-1 du Code de la Commande Publique, le contrat de concession implique un transfert de risque pour le prestataire lié à l'exploitation du service.

Dans le cas d'une fermeture du site pour travaux, raisons sanitaires ou tout autres cas non prévisibles, le concessionnaire ne pourra pas demander d'indemnité du fait d'une perte de chiffre d'affaire.

8.5 Fin d'activité

En cas de non reconduction ou de résiliation, le concessionnaire devra, dans un délai d'un (1) mois après la date de fin d'activité avoir :

- rendu les clés du local contenant les matériels mis à disposition ;
- perçu la totalité des règlements des clients.

Dès réception de la non reconduction, la clientèle sera informée par le directeur délégué du CSAM ou le responsable de la section voile.

Passé le délai d'un mois, un état détaillé des règlements éventuels à percevoir sera remis au concédant pour suite à donner.

8.6 Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent seront applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire de la société du concessionnaire.

Le jugement instituant le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire sera notifiée au directeur du CBdDT qui le communiquera au conseil d'administration. Il en sera de même de tout jugement ou toute décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de cette concession.

En cas de redressement judiciaire, le directeur du CBdDT adressera au mandataire judiciaire une mise en demeure lui demandant s'il entend poursuivre l'exécution de la concession, par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de réponse négative ou en absence de réponse dans le délai de quinze (15) jours à compter de la mise en demeure, la résiliation de la concession sera prononcée de plein droit.

La résiliation prendra effet à la date de la décision du mandataire judiciaire ou du concessionnaire de renoncer à poursuivre l'exécution de la concession du service public, ou à l'expiration du délai précité. Elle n'ouvre droit à aucune indemnité pour le concessionnaire.

En cas de liquidation judiciaire, la résiliation est prononcée de plein droit à la date de prise d'effet du jugement.